

Allemagne de l'Ouest

## Le porte-parole du gouvernement fait état d'une « confusion » dans les déclarations sur Berlin

De notre correspondant

Bonn. — Les déclarations et mises au point sur la politique à l'Est en général et le problème de Berlin en particulier fournissent actuellement au public de la République fédérale la matière d'un « feuilletton » quotidien. C'est ainsi qu'après les propos tenus lundi par M. Wehner, président du groupe parlementaire de la S.F.D., le porte-parole du gouvernement, M. Rudiger von Wechmar, a jugé bon de « rectifier le tir » en précisant une fois encore qu'il ne saurait être question de ratifier les accords conclus avec Moscou et Varsovie avant qu'intervienne une solution satisfaisante à Berlin.

Le porte-parole officiel a justifié cette mise au point en indiquant qu'une certaine « confusion » serait survenue ces derniers jours à la suite de déclarations faites par « des hommes politiques éminents de l'Est comme de l'Ouest ». Aussi le gouvernement de Bonn aurait-il jugé utile de faire savoir qu'il a pris connaissance « avec satisfaction » des propos tenus au sujet de Berlin par le président Nixon, le président Pompidou et le premier ministre Kossyguine. Selon M. von Wechmar, toutes ces déclarations refléteraient « la volonté de parvenir à un résultat positif ».

Ce jugement a causé quelque surprise dans les milieux politiques de Bonn ; en ce qui concerne le président des Etats-Unis, notamment, on a été plutôt frappé par le scepticisme de ses propos. Et comme dans d'autres capitales, le fait que le ton monte constamment dans les échanges entre Moscou et Washington suscite des inquiétudes croissantes et ne paraît pas en tout cas de très bon augure pour le développement rapide de la politique à l'Est.

En fait, la mise au point de Bonn se réfère beaucoup moins aux discours des grands de Washington, de Moscou et de Paris, qu'aux déclarations divergentes et parfois contradictoires de politiciens appartenant à la majorité gouvernementale. La tâche de clarification qui s'impose à cet égard est d'autant plus délicate que la concordance ne paraît pas toujours parfaite au sein même du cabinet, la chancellerie paraissant plus disposée à accélérer la mise en œuvre de la politique à l'Est, tandis que le ministère des affaires étrangères se montre apparemment plus soucieux de maintenir d'une façon très stricte les « conditions » posées à la ratification des traités.

JEAN WETZ.